

Bulletin du FMI

IMPACT DE LA CRISE SUR L'AFRIQUE

Le FMI met l'accent sur l'aide en faveur de l'Afrique et la reprise des négociations commerciales

Bulletin du FMI en ligne
9 mars 2009

- La crise mondiale pèse sur la croissance africaine
- Le FMI engage les pays avancés à tenir leurs promesses en matière d'aide
- Le FMI recommande de reprendre les négociations sur le commerce

Craignant que les progrès économiques de l'Afrique ne soient annulés en raison du ralentissement mondial, le Fonds monétaire international engage les pays avancés à honorer leurs engagements en matière d'aide, et même à les accroître, et appelle à une reprise des négociations sur le commerce mondial.

Craignant que les progrès économiques de l'Afrique ne soient annulés en raison du ralentissement mondial, le Fonds monétaire international engage les pays avancés à honorer leurs engagements en matière d'aide, et même à les accroître, et appelle à une reprise des négociations sur le commerce mondial.

Le FMI a publié son évaluation de l'impact de la crise économique et financière mondiale sur l'Afrique à la veille d'une [grande conférence](#) sur l'avenir de l'Afrique qui se tient les 10 et 11 mars à Dar es Salaam (Tanzanie).

Le ralentissement de la croissance mondiale, le repli des cours de la plupart des produits de base et le resserrement du crédit ont entraîné une détérioration sensible des perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne, selon l'évaluation du FMI. «Les risques augmentent et la durée de la crise est incertaine. Les pouvoirs publics sont tiraillés entre deux objectifs : ils doivent s'employer à ne pas aggraver le choc affectant la demande globale, tout en préservant les gains durement acquis sur le front des paramètres économiques fondamentaux.»

Marche arrière

Beaucoup de pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré ces dernières années une croissance vigoureuse qui leur a permis de renforcer leurs bilans. La mise en œuvre de politiques économiques saines, l'existence d'une conjoncture favorable et l'accroissement de l'aide extérieure sous la forme d'un allègement de la dette ou d'une augmentation des flux ont contribué à cet essor.

Les chocs des prix des produits alimentaires et énergétiques de 2007-08, qui ont précédé l'actuelle crise financière mondiale, ont cependant affaibli la position extérieure des importateurs nets, attisé l'inflation et pesé sur les perspectives de croissance. La crise financière accroît la complexité de la tâche à laquelle doit s'atteler la région à l'heure où elle s'efforce de consolider les acquis macroéconomiques et d'atteindre les [objectifs du Millénaire pour le développement](#) (OMD).

Retombées de la crise sur l'Afrique

- *Pays « pionniers » et pays émergents.* Du fait de leurs liens financiers avec les autres régions du monde, l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Ghana et le Kenya ont été les premiers touchés, avec une chute des cours boursiers, une inversion des flux de capitaux et des tensions sur les taux de change. Le Ghana et le Kenya ont dû remettre à plus tard des emprunts prévus, alors que, au Nigéria et en Afrique du Sud, le financement extérieur devient rare pour les entreprises et les banques..
- *Tous les pays.* Le ralentissement de la conjoncture mondiale a entraîné les prix des matières premières à la baisse, pesant ainsi sur les recettes d'exportation, les soldes des transactions courantes, les recettes budgétaires et les revenus des ménages. Les exportateurs de matières premières subissent une nette dégradation des termes de l'échange. Les études réalisées par le FMI mettent en évidence que, par le passé, un ralentissement de 1 point de la croissance mondiale se traduisait par un ralentissement d'environ ½ point en Afrique subsaharienne. L'impact pourrait être plus marqué cette fois-ci, car la raréfaction du crédit à l'échelle mondiale freine d'autant plus l'activité et menace davantage le financement du commerce et les autres flux de capitaux.
- *Les États fragiles dont la situation politique et sociale est vulnérable par nature.* Des pays tels que le Burundi, la Guinée-Bissau et le Liberia dépendent de financements très concessionnels qui pourraient être perturbés.

Selon le FMI, les pouvoirs publics doivent tenir compte des retombées sur les pauvres et chercher à mettre en place des dispositifs de protection sociale. Les pays qui n'ont pas de problèmes de viabilité de la dette et de financement disposent peut-être d'une certaine latitude pour relâcher leur politique budgétaire.

Tenir les engagements

Toutefois, il est évident aussi que les pays sont largement tributaires de l'action des donateurs, qui doivent honorer leurs engagements en matière d'aide et même accroître celle-ci, même si leurs propres budgets sont maintenant sollicités à d'autres titres. Le FMI s'emploie rapidement à augmenter son aide financière aux pays touchés, à accroître son assistance technique et à renforcer son dialogue avec ses pays membres africains.

Vu les contraintes de financement actuelles, il est d'autant plus important, selon le FMI, que les bailleurs de fonds rendent leur aide prévisible et transparente et l'alignent sur les priorités établies par les bénéficiaires, conformément à la Déclaration de Paris. L'aide serait

particulièrement utile maintenant, alors que les pressions s'accroissent sur les budgets, pour éviter une compression excessive des budgets d'investissement et préserver le champ d'application et la taille des dispositifs de protection sociale. Bien que beaucoup de pays donateurs connaissent eux-mêmes des difficultés, les flux d'aide continuent de représenter une part relativement modeste des budgets nationaux et peuvent être préservés en dépit des nouvelles pressions concurrentes s'exerçant sur ces budgets.

Relancer le cycle de Doha

Il faut sortir les négociations commerciales de l'impasse pour contribuer à la croissance et au bien-être à l'échelle mondiale, note le FMI. L'aboutissement du cycle de Doha aiderait à mieux intégrer les pays en développement, y compris les pays d'Afrique subsaharienne, au système commercial mondial, ce qui doperait la croissance mondiale et régionale, et aiderait les pays africains à atteindre les OMD. Il convient d'éviter la tentation de recourir à des mesures protectionnistes face à l'affaiblissement des positions de la balance des paiements. Un ralentissement du commerce mondial nuirait probablement à tous les pays.

Contribution du FMI

- Le FMI a accru son aide financière en faveur de pays africains pendant la flambée des prix des produits énergétiques et alimentaires l'an dernier, et continue de servir de catalyseur pour le soutien crucial des pays donateurs.
- La [facilité de protection contre les chocs exogènes](#), un des guichets de prêt du FMI, a été modifiée en septembre 2008 de manière à mobiliser plus rapidement des volumes d'assistance plus élevés afin d'aider les pays à faible revenu à surmonter les chocs exogènes. Le Malawi a été le premier pays à en bénéficier, et depuis, les Comores, le Sénégal et, plus récemment, l'Éthiopie y ont eu recours. Le FMI a aussi relevé l'accès à la [facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance](#) dans le cas de plusieurs pays.
- Pour satisfaire les besoins divers et en constante évolution des pays à faible revenu, le FMI envisage d'opérer de nouvelles réformes d'envergure de la structure de ses facilités de financement, de relever les limites d'accès à ses ressources et de fournir un surcroît d'aide concessionnelle, ainsi que de faire preuve de plus de souplesse pour financer des projets dans les infrastructures et d'autres investissements essentiels.
- Le FMI continuera de fournir une vaste [assistance technique](#) afin de renforcer les capacités du secteur public en Afrique, parce que, à long terme, les pays africains ont besoin d'une gestion efficiente et prudente des finances publiques pour répondre à leurs priorités de développement. À cet effet, le FMI a l'intention d'ajouter deux nouveaux centres régionaux d'assistance technique aux trois qui sont déjà opérationnels en Afrique.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* sur www.imf.org/imfsurvey